

BILAN D'ACTIVITES

Année 2009



TOUIZA SOLIDARITE

16 Rue Beauvau 13001 Marseille
Tel : 04 91 33 15 02 Fax : 04 91 33 15 03. [email : touiza.solidarite@wanadoo.fr](mailto:touiza.solidarite@wanadoo.fr)

TOUIZA SOLIDARITE ASSOCIATION LOI 1901 J.O. 46 DU 15 NOV 1995 LES BOUCHES DU RHONE – SIRET
N°408 073 302 000 31

GLOSSAIRE

ADDAP 13 : Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention des Bouches du Rhône
ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
ADS : Agence de Développement Social
ANCLM : Association Nationale des Collectivités Locales Marocaines
ANV Touiza : Association Nationale des Volontaires Touiza
CFSI : Comité Français pour la Solidarité Internationale
CIDEAL: Centre de Investigacion y Cooperacion para el Desarrollo
CIUDAD : Coopération en matière de Développement Urbain et de Dialogue
CNFE: Conservatoire Nationale de Formation à l'Environnement
CREPS: Centre d'Education Populaire et de Sport
DRDJS: Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports
ENST: Ecole Nationale Supérieure de Tourisme
FITS: Forum International du Tourisme Solidaire
FNVT : Fédération Nationale des Villes Tunisiennes
IEVP : Coopération Transfrontalière dans le cadre de l'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat
IIPCC : Institut International pour les Etudes Comparatives
MAEE : Ministère des Affaires Etrangères et Européennes
MATET : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme
ONG : Organisation Non Gouvernementale
PACA : Provence Alpes Côte d'Azur
PCPA : Programme Concerté Pluri Acteurs
SCAC : Service de Coopération et d'Action Culturelle
SDAT : Schéma de Développement et d'Aménagement Touristique
UNAT : Union Nationale des Associations de Tourisme

SOMMAIRE

I. PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ELUS ET DES CADRES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES MAGHREBINES : FORMATION A LA GESTION PARTICIPATIVE DE PROJETS DE DEVELOPPEMENT LOCAL.....	5
A. LES ATELIERS THEMATIQUES DE FORMATION	6
B. L'EVALUATION-CAPITALISATION.....	7
C. MISSION DE SUIVI ET DE PREPARATION DES ATELIERS THEMATIQUES DE FORMATION.....	9
D. ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DANS LEUR PROJET DE COOPERATION DECENTRALISEE	10
II. RENFORCEMENT ET ACCOMPAGNEMENT DES DYNAMIQUES DE DEVELOPPEMENT LOCAL EN FRANCE ET EN ALGERIE.....	11
III. ECHANGES ENTRE LES DEUX RIVES DE LA MEDITERRANEE.....	12
A. ECHANGES DE PRATIQUES AUTOUR DE LA FORMATION D'ANIMATEURS EQUESTRES	12
B. ECHANGES DE JEUNES PROFESSIONNELS DU TOURISME.....	12
C. FORMATION A LA GESTION ET A LA TRANSFORMATION DE CONFLIT.....	14
IV. PARTICIPATION A DES PROGRAMMES PLURI ACTEURS.....	15
A. PROGRAMME D'APPUI AUX ASSOCIATIONS ALGERIENNES DE DEVELOPPEMENT (ONG II)	15
B. PROGRAMME CONCERTE PLURI ACTEURS FRANCE ALGERIE (PCPA)	15
C. ENTREPRISES TOURISTIQUE ET TERRITOIRE SOLIDAIRE EN MEDITERRANEE (ENTES)	16
V. APPUI AU MONTAGE DE PROJETS D'EQUIPEMENT.....	17
EQUIPEMENT DE L'ECOLE PRIMAIRE MOHAMED ZAIDI, COMMUNE D'AIN TÜRK	17
VI. RECHERCHE DE FINANCEMENTS	18
A. VILLES NOUVELLES ET VILLES DURABLES	18
B. LE PROJET INCLUSIA	18
C. LE PROJET IEVP.....	21

INTRODUCTION

Depuis 1995, l'association Touiza Solidarité œuvre pour un développement partagé entre les deux rives de la Méditerranée, en renforçant les liens de solidarité et en développant des actions de coopération.

Ses champs d'intervention sont :

- La professionnalisation des acteurs du développement local dans les collectivités territoriales du Maghreb (élus, cadres et techniciens) et la promotion de la coopération décentralisée,
- La professionnalisation des associations
- Le développement des échanges humains, techniques et de savoir faire entre les différents pays.

La démarche de l'association est fondée sur l'échange de compétences, de savoirs et de techniques ainsi que sur la mise en lien d'un maximum d'acteurs du développement (collectivités territoriales, techniciens, universitaires, associations, ...). Dans toutes les actions qu'elle entreprend, Touiza Solidarité privilégie une approche participative et œuvre à un travail de développement local pluri acteurs.

L'année 2009 voit se clôturer le programme de renforcement des capacités des collectivités territoriales maghrébines qui a débuté en décembre 2005. Touiza Solidarité a amorcé la phase de bilan, d'évaluation et de capitalisation du programme. Nous avons également lancé de nouveaux projets sur les thèmes du développement durable et du tourisme.

Les échanges entre jeunes adultes du pourtour méditerranéen ont permis d'appuyer les projets d'animation de structures de jeunesse algérienne et de renforcer les liens et la reconnaissance mutuelle entre les deux rives.

I. Programme de renforcement des capacités des élus et des cadres des collectivités territoriales maghrébines : Formation à la gestion participative de projets de développement local

Depuis 2000, Touiza Solidarité organise des sessions de formation destinées à renforcer les capacités des élus et cadres des collectivités territoriales du Maghreb, dans le montage de projets de développement local :

- Premier programme terminé en mars 2004 (13 stages de formation, 192 élus et cadres algériens et marocains)
- Nouveau programme de 4 ans : « **Renforcement des capacités des collectivités territoriales maghrébines : Formation à la gestion participative de projets de développement local** » débuté le 20 octobre 2005, date de la signature de la convention avec le MAEE. Le renouvellement de ce programme a été justifié par l'évaluation du programme précédent et par la demande des collectivités territoriales des deux rives couvrant les 3 pays du Maghreb central.

Objectifs :

- **Renforcer les capacités techniques et méthodologiques** des acteurs impliqués dans la conception et la gestion de projets de développement local.
- **Permettre l'acquisition et la diffusion de l'approche participative** dans la mise en œuvre de projets de développement local.
- **Appuyer l'émergence de dynamiques** pérennes d'échanges et de partenariats au niveau local, régional et international.

L'objectif final est de renforcer les compétences des élus, cadres et représentants de la société civile (organismes spécialisés, universitaires, associatifs, entrepreneurs) du Maghreb en charge de la gestion des projets de développement local. Plus précisément, ces formations visent à présenter et à réfléchir conjointement sur le cadre, les pratiques, les enjeux, les stratégies, les approches des thèmes étudiés.

Les stages de formation sont ouverts à différents acteurs du développement local :

- Maires, adjoints, chefs de services et techniciens des collectivités territoriales ;
- Représentants d'associations, du monde de l'entreprise et universitaires.

Le programme comprend un **volet formation** (3 sessions de formation par an) et un **volet d'accompagnement des collectivités territoriales maghrébines et françaises** dans leurs relations de coopération décentralisée.

Le financement est assuré par le MAE à hauteur de 50%. Les 50% restants proviennent de collectivités territoriales françaises à hauteur de 30% (dont le Conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur et le Conseil général des Bouches du Rhône), et 20% d'apports privés (dont l'ADEME, une participation des bénéficiaires et des partenaires du Maghreb).

Touiza Solidarité travaille en partenariat étroit avec **trois partenaires locaux** pour réaliser le programme : l'Association Nationale de Volontariat Touiza (ANV Touiza) en Algérie, l'Association Nationale des Collectivités Locales Marocaines (ANCLM) et la Fédération Nationale des Villes Tunisiennes (FNVT). Ces trois structures sont en charge de la sélection des candidats et de la diffusion des informations concernant les différentes sessions de stages.

A. Les ateliers thématiques de formation

L'organisation d'ateliers thématiques au Maroc et en Algérie visait à assurer la continuité des connaissances acquises lors des sessions de stages précédentes, mais visait également à participer à la capitalisation du programme de renforcement des collectivités territoriales maghrébines.

Composé en partie d'anciens participants aux stages de formation, ces ateliers intitulés « Pratique de développement local durable et territoire » ont permis d'effectuer des entretiens et de diffuser des fiches d'évaluation sur les impacts et effets du programme.

Les objectifs peuvent être résumés ainsi :

- faire un rappel sur la méthodologie des diagnostics des territoires,
- déterminer les potentialités et établir des projections,
- penser les actions de développement local durables dans le cadre de programmes pluri acteurs pour susciter la participation de l'ensemble des acteurs d'un territoire.

1. Atelier au Maroc

L'atelier s'est déroulé sur une durée de deux, les 15 et 16 avril 2009, et a réuni 23 cadres et élus des collectivités territoriales des alentours de Rabat, dont des anciens participants aux stages de formation.

L'animation a été assurée par M. Jean-Marie Collombon, expert en développement local et M Abdellatif Jabrani, professeur de droit à la Faculté de Tanger, tous les deux membres de l'équipe évaluative du programme.

Une première intervention a concerné les grands défis du développement, avec une présentation du concept de développement durable, illustrée par des exemples concrets, à l'initiative des pouvoirs publics et des entreprises privées.

La deuxième thématique a porté sur l'enjeu de l'eau et le développement durable, avec une présentation des différents types de solution visant à réduire sa consommation et les techniques permettant la réutilisation des eaux usées.

La dernière présentation a porté sur le développement local urbain, avec une étude des problématiques du logement dans les villes de Rabat et de Salé.

L'atelier s'est clôturé par une présentation d'exemples de bonnes pratiques de développement durable, à travers trois projets mis en place au Maroc et au Brésil.

Les partenaires de Touiza Solidarité ont pris en charge, sous forme de valorisation, l'accueil, l'hébergement, les frais de déplacements, la restauration et la documentation fournie aux participants.

2. Atelier en Algérie

L'atelier s'est déroulé à Alger, les 13 et 14 juin 2009, en présence de 35 élus et cadres des collectivités territoriales de la municipalité d'Alger, des communes de la Wilaya d'Alger, mais aussi de Tizi Ouzou et Oran.

Destiné principalement aux algériens ayant participé à l'une des sessions de formation réalisées en France entre 2005 et 2008, il a finalement accueilli un grand nombre de nouveaux participants, majoritairement des cadres de collectivités territoriales en charge de l'aménagement du territoire.

L'animation a été assurée par M. Jean-Marie Collombon, expert en développement local et M. Essaid Taib, professeur à l'Ecole Nationale d'Administration d'Alger.

Les présentations théoriques ont porté sur les mêmes thèmes que ceux développés lors de l'atelier de formation qui s'est déroulé à Rabat.

Après ces premiers exposés, les participants ont été divisés en deux groupes pour réfléchir sur les limites et les perspectives du développement local en Algérie.

Les exemples de bonnes pratiques de développement durable présentés au Maroc ont de nouveau été présentés au cours de cet atelier.

L'atelier s'est clôturé par un exposé sur le rôle des associations et des collectivités territoriales dans la mise en place de projets de développement durable.

L'organisation a été assurée par Touiza Solidarité, en partenariat avec l'ANV Touiza et le Conservatoire National de Formation à l'Environnement (CNFE), agence du Ministère algérien de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme (MATET).

Les partenaires de Touiza Solidarité ont pris en charge, sous forme de valorisation, l'accueil, l'hébergement, les frais de déplacements, la restauration et la documentation fournie aux participants.



Atelier de formation, Alger



Atelier de formation, Rabat

B. L'évaluation-capitalisation

Après la réalisation de 9 stages de formation entre 2005 et 2008, l'année 2009 a été consacrée à la phase de bilan, d'évaluation et de capitalisation de ce programme d'envergure.

L'objectif de cette évaluation-capitalisation était de mesurer l'impact des formations sur les participants, sur leur structures d'appartenances et plus généralement sur le développement des relations inter rives et intermaghrébines.

Ce travail a permis également de faire émerger de nouvelles perspectives pour l'approfondissement du renforcement des collectivités territoriales maghrébines.

1. Appui à la rédaction du rapport d'évaluation-capitalisation

Le processus d'évaluation et de capitalisation du programme de formation des cadres et collectivités locales maghrébines s'est déroulé tout au long de l'année 2009 et s'est divisé en quatre phases, d'environ 3 mois chacune :

- Préparation
- Mise en œuvre
- Analyse
- Validation.

Ce travail a abouti à la rédaction d'un rapport final d'évaluation validé au cours d'un séminaire de capitalisation, organisé en décembre, à Aix-en-Provence.

La réalisation de ce rapport d'évaluation a été confiée à une équipe de consultants coordonnée par *Jean-Marie Collombon*, socio-économiste, expert en développement local, et constituée par deux consultants locaux : *Essaïd Taïb*, universitaire algérien, professeur à l'Ecole Nationale d'Administration d'Alger et par *Abdelatif Jabrani*, juriste, professeur à l'Université de Tanger au Maroc.

Cette équipe a travaillé en étroite articulation avec l'équipe de Touiza Solidarité.

Le processus a été conduit en associant le plus largement possible les bénéficiaires et les partenaires du programme en France et dans les trois pays du Maghreb. En phase préparatoire à l'élaboration des termes de référence, un groupe de partenaires, de bailleurs et d'intervenants a été sollicité pour préciser les questions évaluatives.

En phase d'analyse, un travail bibliographique a été réalisé à partir des documents de projets et des notes et rapports. Des fiches ont été envoyées à la totalité des bénéficiaires des stages. Au total, l'équipe d'évaluation a pu travailler avec 52 questionnaires. Des fiches ont également été envoyées aux intervenants (18 réponses).

En complément, des entretiens, individuels ou de groupe, ont été réalisés dans les pays du Maghreb avec des participants bénéficiaires (27 entretiens avec des participants algériens, 27 entretiens avec des participants marocains), des représentants des ambassades (SCAC), des responsables des organisations partenaires du dispositif (ANCLM au Maroc et ANVT en Algérie), lors des missions de terrain.

Des entretiens ont également été réalisés par l'équipe avec des organisations partenaires et prestataires de service en France (Collège Coopératif Provence Alpes Méditerranée, Cités Unies France, Europôle Méditerranéen de l'Arbois), des bailleurs-partenaires, principalement des collectivités françaises (villes de Marseille et d'Aix-en-Provence, Conseils généraux de Seine-Saint-Denis et des Bouches-du-Rhône).

2. Séminaire final de restitution et de clôture

Le processus d'évaluation s'est terminé le 11 décembre 2009 avec la réalisation du séminaire final à l'Europôle de l'Arbois à Aix en Provence sur le thème « *Gouvernance locale, coopération décentralisée et développement durable : échanges d'expériences entre collectivités territoriales françaises et maghrébines* ».

Le séminaire a réuni plus de 70 participants, dont une trentaine maghrébins venus témoigner de leur expérience vis-à-vis de la formation qu'ils ont suivie, mais également des partenaires français et maghrébins, des formateurs et des bailleurs de fonds, et des institutions nationales et internationales.

Un riche panel d'intervenants (27) a permis d'enrichir les échanges entre toutes les parties prenantes du programme. Trois tables rondes organisées dans la matinée ont permis de réfléchir sur des thématiques au cœur du programme de renforcement des capacités des collectivités locales maghrébines :

La notion de bonne gouvernance et acteurs locaux au Maghreb

Cette table-ronde visait à faire connaître les expériences sur la gouvernance des collectivités locales et des structures associatives dans les pays du Maghreb. Les interventions ont permis d'apporter des témoignages sur des actions concrètes, parfois limitées, mais toujours prometteuses, menées par des collectivités ou des associations, qui tendent toutes à développer des pratiques de bonne gouvernance. Le rôle spécifique du renforcement des capacités des acteurs locaux a été mis en avant.

la coopération décentralisée franco-maghrébine.

Cette table-ronde a permis de faire le point sur le développement de la coopération décentralisée entre les collectivités locales françaises et européennes, et les collectivités locales maghrébines. Elle visait à s'interroger sur les aspects quantitatifs et qualitatifs de cette coopération et de réfléchir sur les actions en cours et à mener pour développer cette forme de coopération. Les interventions ont permis d'illustrer cette problématique par quelques projets concrets et de se poser la question du rôle de la formation et des échanges dans son développement.

les villes au cœur du développement durable.

Cette table-ronde avait pour ambition d'ouvrir le débat sur le thème du développement urbain durable, face aux défis considérables que posent la croissance urbaine, les déficits en logements, en transports publics, en réseaux d'eau et d'assainissement, etc. dans les agglomérations du Maghreb. Elle a permis d'introduire la réflexion de l'après-midi sur les thèmes à privilégier à l'avenir en matière de renforcement des capacités des cadres territoriaux du Maghreb.

L'après-midi a été consacrée au bilan et à la capitalisation du programme de renforcement des capacités des collectivités territoriales maghrébines, ainsi qu'aux échanges sur ses perspectives d'avenir. Des propositions concrètes visant à améliorer le futur programme et une déclaration finale ont été adoptées par les participants.

C. Mission de suivi et de préparation des ateliers thématiques de formation

Le Secrétaire général a effectué 7 missions durant l'année 2009 dans le but de maintenir des liens fréquents avec les partenaires maghrébins de Touiza Solidarité et préparer les ateliers thématiques de formation :

- Quatre missions en Algérie ;
- Deux missions au Maroc ;
- Une mission en Tunisie.
-

A chaque mission, le Secrétaire général a rencontré les partenaires de Touiza Solidarité au Maghreb (l'ANV Touiza, l'ANCLM et la FNVT) ainsi que des représentants des collectivités locales. Chacun de ces partenaires ont réaffirmé leur soutien à l'association.

Par ailleurs, le Secrétaire général a rencontré les Ambassades de France dans les trois pays pour faire le point sur les activités de Touiza Solidarité et les solliciter pour l'obtention des visas des délégations algériennes, marocaines et tunisiennes participant au séminaire final de clôture du programme.



Participants au séminaire final



Table ronde « bonne gouvernance et acteurs locaux au Maghreb

D. Accompagnement des collectivités territoriales dans leur projet de coopération décentralisée

Le programme de formation des élus et cadres des collectivités locales que mène Touiza Solidarité depuis l'année 2000 la prédispose à renforcer les liens entre collectivités locales françaises et maghrébines.

Cette composante des activités de Touiza Solidarité se manifeste à différents niveaux :

- Prospecter, prendre contact et se documenter auprès des collectivités de France et du Maghreb ayant des similitudes et favoriser les premières rencontres entre leurs élus ;
- Faire un relevé des domaines sur lesquels la coopération décentralisée pourrait porter ;
- Prendre en charge l'exécution d'un certain nombre d'activités tels que : la formation, les échanges de jeunes, l'organisation et l'encadrement des missions de terrain des délégations des collectivités, la réalisation d'études ;
- Assurer un lien permanent dans le cas des changements de mandat électif ;
- Favoriser les liens durables entre acteurs du développement local (accords et conventions).

Touiza Solidarité a accompagné la délégation de la ville de Marseille, conduite par M. Jean Claude Godin, Vice Président du Sénat et Maire de la ville, lors d'une visite officielle à Tunis, en Juin 2009.

II. Renforcement et accompagnement des dynamiques de développement local en France et en Algérie

Contexte

Touiza Solidarité intervient depuis 2009 sur les bassins versants des 2 grands barrages de Taksebt et de Boghni. Ces barrages remplissent les fonctions de réservoir d'eau potable pour les wilayats de Tizi Ouzou, de Boumerdes et d'Alger. Ils alimentent surtout la grande métropole algéroise dont les besoins en eau sont immenses. Il est essentiel de trouver les équilibres qui préservent le rôle essentiel de ces barrages, tout en assurant un développement économique durable pour les populations de ces régions.

L'implication des acteurs locaux, en particulier des communes et des populations locales dans les processus de préservation environnementale et d'équilibre écologique est indispensable. Touiza Solidarité s'est proposée, à la demande des élus locaux (Wilaya de Tizi Ouzou, communes rurales de la zone), de conduire *un programme pilote de développement local durable*.

Un séminaire de lancement de cette réflexion collective a été organisé en juillet 2008 par l'Assemblée Populaire de la Wilaya de Tizi Ouzou. Cette rencontre a associé l'ensemble des directions des services de la Wilaya (services généraux, eaux et forêts, agriculture, gestion de l'environnement et des déchets), des représentants élus et des représentants associatifs.

Cette mobilisation a facilité la réflexion autour de la préservation de l'environnement en amont et en aval du barrage de Taksebt et a montré la nécessité d'agir pour 1) préserver la ressource en eau et protéger l'environnement et 2) créer les conditions d'un développement économique durable au bénéfice de la population locale.

Cette réflexion s'est transformée en programmes d'action qui ont été soumis au Ministère de l'Immigration, de l'intégration, de l'Identité nationale et du Développement Solidaire (MIIIDS) et au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), dans le cadre d'un appel à proposition né d'une initiative conjointe de l'Office Internationale pour les Migrations (IOM), du PNUD et de l'Union Européenne.

Les actions en cours de financement porteront sur :

- L'appui à la structuration du mouvement associatif algérien en France ;
- La mobilisation des migrants en appui à des projets dans leur région d'origine en Algérie ;
- Le renforcement du dialogue entre la diaspora algérienne de France et la société civile algérienne ;
- L'appui à la création d'activités agricoles et agro artisanales : Appui-conseil à la mise en place de microentreprises (études de marché, conseils juridiques...) ;
- La mise en place d'un Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques (prêts à hauteur de 3000 euros en moyenne par projet, hors apport du porteur de projet (environ 20%)) qui permettront la réalisation de 40 projets de microentreprises ;
- Le renforcement des capacités de gestion et de développement économique du territoire : formation, expertise et savoir faire (Séminaires, Sessions de sensibilisation à la préservation du patrimoine naturel, formation à la création et à la gestion de
- microentreprises.

Le programme de ce projet a été lancé au cours du dernier semestre 2009.

III. Echanges entre les deux rives de la Méditerranée

A. Echanges de pratiques autour de la formation d'animateurs équestres

En partenariat avec PRIDES Carac'Terres, Touiza Solidarité met en place un projet d'échanges de savoir-faire et de pratiques entre professionnels du tourisme équestre de la région PACA et de la région de Tiaret, en Algérie.

Il vise à participer au développement intégré de la région et à permettre aux professionnels des deux rives de la Méditerranée de nouer des partenariats durables pour le développement du tourisme solidaire en Algérie.

Au mois d'octobre 2009, l'équipe de le Secrétaire Général de Touiza Solidarité s'est rendu à Tiaret, en compagnie d'Olivier Malfait, professionnel du tourisme équestre en région PACA.

Avec les membres de la Jumenterie de Tiaret et du centre équestre Emir Abdelkader de Tiaret, ils ont expérimenté le premier circuit de tourisme équestre de la région. Le but de cette mission était de conseiller les organisateurs de la randonnée, afin que les moyens logistiques et d'accueil puissent être en conformité avec les attentes des futurs touristes.

Au mois de novembre 2009, une délégation algérienne composée des membres du centre équestre Emir Abdelkader de Tiaret et de la Jumenterie de Tiaret se sont rendu n France.

Cette délégation a rencontré des représentants de Cap Rando, qui ont annoncé leur intention de commercialiser le circuit expérimenté au mois d'octobre.

Cap Rando a par ailleurs donné son accord pour recevoir des membres de la Jumenterie de Tiaret et di centre équestre Abdelkader, dans le but de les former dans les domaines de l'accueil des touristes et de la logistique.



Expérimentation d'un circuit de randonnée, Tiaret



Expérimentation d'un circuit de randonnée, Tiaret.

B. Echanges de jeunes professionnels du tourisme

1. Contexte

En 2008, l'Etat algérien a fait le choix de développer la filière économique touristique à l'horizon 2025, alternative privilégiée pour le remplacement des ressources alternatives aux hydrocarbures épuisables au cours de ce siècle. Le Schéma de Développement et d'Aménagement Touristique (SDAT 2025) publié en 2009, définit une programmation stratégique à court terme (2009), moyen terme (2015) et long terme (2025).

L'audit national du tourisme algérien a relevé de nombreux handicaps actuels : médiocre niveau d'activité, faible notoriété de l'Algérie, manque de sites et de structures. Par conséquent, le SDAT à l'horizon 2015 préconise un plan très ambitieux prévoyant la construction de 75 000 lits, dont 10 000 à très court terme. Ainsi, la construction de nouveaux hôtels (avec une présence forte du groupe Accor) est d'ores et déjà engagée. 23 villages touristiques d'excellence sont projetés avec des investissements privés internationaux (Emirats Arabes Unis, Koweït...).

La clientèle ciblée, prioritairement nationale, est également de manière très affirmée euro méditerranéenne, notamment à court terme pour des populations d'origine algérienne non résidentes. Il s'agit dès lors de proposer des produits adaptés à cette clientèle, sous tendus à l'idée d'un tourisme de territoire plus respectueux de l'environnement, des femmes et des hommes. En misant sur les échanges de jeunes professionnels du tourisme, futurs cadres algériens dans la programmation de projet touristique en Algérie, notre volonté est de favoriser l'émergence de ce type de proposition.

Dans ce contexte, Touiza Solidarité a signé une convention de partenariat avec l'Ecole Nationale Supérieure du Tourisme et l'Union Nationale des Associations de Tourisme de la Région PACA.

2. Réalisation

Suite à la rencontre, le 27 février, de M. Hafad, Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure de Tourisme d'Alger (ENST), de M. Gallien, Président de l'Union Nationale des Associations de Tourisme Région PACA (UNAT), une convention tripartite a été signée entre Touiza Solidarité et les deux parties précitées.

Cette convention de coopération et de partenariat a eu pour but d'accueillir, en France, les étudiants en fin de cycle au sein des villages de vacances de l'UNAT situés en région PACA.

Les objectifs de ces échanges entre les étudiants stagiaires algériens et les professionnels du tourisme en région PACA sont les suivants :

- Mettre en pratique les compétences et acquis appris à l'école
- Développer un réseau et de nouveau contact dans l'industrie du tourisme
- Permettre aux étudiants de découvrir le monde l'entreprise, ses structures et ses activités

Un premier échange a eu lieu au cours de l'été 2009 de juillet à septembre.

17 étudiants (8 femmes et 9 hommes) de l'Ecole Supérieure Nationale de Tourisme d'Alger (ENST) ont été accueillis par les centres de vacances de l'Union Nationale des Associations de Tourisme en région PACA – à Sainte Maxime, Saint Raphaël, Savine le lac, au Sauze, à Montgenèvre, Arvieux, Allos, Villeneuve Loubet, en vue d'y effectuer des stages dans les domaines de l'animation, de la restauration, de l'accueil et de l'administration.

Touiza Solidarité a assuré toutes les activités de communication, de médiation et de sensibilisation auprès de l'ensemble des acteurs.

Elle a également assuré l'accompagnement, le suivi et l'évaluation de l'ensemble des parties prenantes, en amont de la période de stage, pendant et après, afin de faciliter les démarches administratives liées au séjour en France et vérifier l'adéquation du contenu des stages avec les objectifs et le projet professionnel de chaque étudiants.

A la suite de ces échanges, une mission d'évaluation a eu lieu à Alger dans les locaux de l'Ecole Nationale Supérieure de Tourisme, en présence de M. Gallien, Président de l'UNAT,

M. Khandriche, Secrétaire Général de Touiza Solidarité, M. Hafad, Directeur de l'Ecole, du Ministre algérien du tourisme et des élèves stagiaire.

Au cours de cette visite les étudiants ont présenté leurs expériences au sein des villages de vacances de l'UNAT, qui s'est avéré positive pour l'ensemble des stagiaires.

C. Formation à la gestion et à la transformation de conflit

1. Contexte

Les grandes métropoles en Algérie et en France sont marquées par des phénomènes de grande pauvreté qui engendrent des situations de forte violence. Pour tenter de remédier à ces tensions extrêmes, des initiatives de transformation de conflit ont été mises en œuvre. Certaines de ces tentatives ont été expérimentées avec succès.

Le programme de formation participatif, pour un « vivre ensemble » dans les quartiers urbains sensibles, proposé par l'association Touiza Solidarité, l'association Nationale de Volontariat Touiza, et l'Institut Européen Conflits, Culture, Coopération s'inscrit dans cette perspective et a pour finalité la prévention de la violence et le développement de la participation citoyenne des jeunes.

2. Réalisation

Ce premier stage a accueilli 8 participants (5 représentants algériens et 3 représentants français).

Nos partenaires en France dans le cadre de cette formation sont les éducateurs des services de prévention du Département des Bouches du Rhône (association ADDAP13) et des services de prévention du département de l'Hérault (association APS 34).

Du côté algérien ont été sélectionnés des profils suite à un large appel à candidature diffusé auprès des réseaux associatifs du Programme Concerté Pluri Acteurs Jousour et auprès des associations formées dans le cadre des activités du programme ONG2.

Nous avons retenu les candidats qui ont des responsabilités au sein de leurs structures associatives (L'étoile culturelle d'Akbou, association El AMEL, association de lutte contre la pauvreté et exclusion El GHAITH, réseau associatif de la wilaya de Djelfa, Association Nationale de Volontariat Touiza) qui sont appuyés et suivis par des membres actifs plus expérimentés, avec qui Touiza Solidarité a déjà travaillé et engagé des partenariats.

Le premier volet de la formation qui s'est déroulée du 23 au 28 novembre 2009, au CREPS d'Aix en Provence a permis la mise en place du groupe et l'acquisition d'une vue d'ensemble des différentes méthodes du travail social pour « vivre ensemble » : la communication respectueuse, l'observation sans jugement, l'animation de groupe et la prise de décision par consensus.

Les visites de terrain des projets des acteurs sociaux de la région ont été réalisées à Aix en Provence et à Salon de Provence. Ils ont permis au groupe de saisir les activités de l'association de prévention (ADDAP13).

IV. Participation à des programmes pluri acteurs

A. Programme d'appui aux associations algériennes de développement (ONG II)

1. Contexte

Touiza Solidarité fait partie avec l'association espagnole CIDEAL d'un consortium conduit et représenté par l'Institut International pour les Etudes Comparatives (IIPEC, ex-IIPLD), qui a été sélectionné par la Commission Européenne pour réaliser le projet « Unité d'Appui au Programme d'Appui aux Associations Algériennes de Développement » dans le cadre du programme ONG II.

Le Programme ONG II a pour objectif global de poursuivre la promotion du rôle de la société civile dans le processus de développement social en Algérie. Il représente la seconde phase du projet d'appui aux associations algériennes de développement (ONG I). Cependant, il se différencie de la phase I en s'inscrivant dans le cadre des échanges bilatéraux entre l'UE et l'Algérie à travers ADS - Ministère de la Solidarité. Le programme est ainsi mené en partenariat par la Délégation de l'Union Européenne en Algérie et le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, par délégation à l'ADS.

2. Réalisation

En 2009, Touiza Solidarité a mobilisé, dans le cadre du programme ONG II, deux experts internationaux appartenant à son réseau.

M. Patrice Szinetar a réalisé une enquête de terrain entre les mois d'avril et mai, afin de dresser un état des lieux des réseaux constitués et financés par le programme ONG II, d'identifier leurs besoins et de proposer des pistes d'action qui pourraient favoriser la pérennisation et le développement de ces réseaux associatifs algériens. Il a animé un stage sur la conduite des réseaux dans ce cadre, en novembre 2009.

M. Georges Sylvestre, Conseiller d'éducation populaire à la Direction Régionale Jeunesse et Sports (PACA) est intervenu dans le cadre d'une formation sur les politiques de jeunesse à Tiaret du 21 au 23 juin. Son intervention visait à apporter un témoignage sur la définition et la mise en œuvre des politiques de Jeunesse dans le contexte européen afin de donner matière à une réflexion en direction des opérateurs algériens sur leur propre situation.

B. Programme Concerté Pluri Acteurs France Algérie (PCPA)

1. Contexte

Le « programme concerté pluri acteurs » est l'un des outils de coopération mis en place entre le ministère français des Affaires étrangères et Européennes et les ONG françaises depuis 2002.

Cet outil vient renforcer et soutenir l'action concertée entre des associations de deux pays (en l'occurrence, françaises et algériennes) visant un même but.

La mise en place du Programme Concerté Pluri Acteurs s'effectue par l'intermédiaire de deux outils :

- *Les programmes d'activités* sont des programmes de rencontres, d'échanges, de séminaires et de formations. Les activités sont décidées et programmées par des instances d'orientation communes, elles sont supervisées par des comités de suivi et mises en œuvre par une structure exécutive commune qui en assure et en sous traite l'organisation.
- *Les fonds d'appui aux projets et initiatives* apportent un soutien à des projets ou des initiatives d'ONG ou d'associations. Les règles d'éligibilité et les modalités sont validées par des comités de pilotage. L'instruction, le suivi, et la gestion financière des fonds, sont assurés par une structure exécutive commune.

2. Réalisation

En 2009, Touiza Solidarité a participé à plusieurs réunions et séminaires, en France et en Algérie, dans le cadre du programme Concerté Pluri Acteurs.

Le 25 juin 2009, Touiza Solidarité a participé à une réunion d'information dans les locaux du Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), à Paris.

L'objet de la réunion était de faire le point sur les principales activités du programme mises en œuvre depuis mai 2008, sur la base des bilans d'activités rédigés par le Comité exécutif.

Le second volet de la réunion a porté sur le Comité de Pilotage qui s'est tenu les 27 et 28 juin 2009 en Algérie, ainsi que sur la réunion du bilan mi-parcours qui s'est tenue en Algérie, en novembre 2009.

Touiza Solidarité a également participé à un séminaire organisé par la Fondation de France, en partenariat avec Handicap International et le PCPA, à Tipasa, en Algérie, du 5 au 8 octobre 2009. Ce séminaire visait à s'interroger sur la place des jeunes dans les associations.

C. Entreprises touristique et Territoire Solidaire en Méditerranée (EnTeS)

Contexte

Touiza Solidarité est membre de la commission Maghreb du PRIDED Carac'terres, dont M. Szinetar, membre du Conseil d'Administration de Touiza Solidarité, est président.

La commission Maghreb a établi un pré diagnostic qui fait apparaître l'émergence de nouvelles perspectives de développement touristique dans les trois pays du Maghreb.

Dans ce cadre, Touiza Solidarité a élaboré un projet, dont le chef de file est PRIDES Carac'terres.

Cette action vise plusieurs objectifs :

- Favoriser l'exportation de savoir faire des entreprises touristiques du secteur de l'économie sociale et solidaire en direction des pays du Maghreb et ouvrir la région à une nouvelle clientèle maghrébine, désireuse de découvrir la culture française.
- Créer les conditions d'un développement partagé par la co-construction de nouveaux espaces touristiques entre les entreprises et acteurs du Nord et du Sud de la Méditerranée.

Une Convention a récemment été signée avec le PRIDES Carac'Terres afin de définir les modalités de réalisation des travaux, pour le développement de relations économiques et commerciales entre les adhérents du PRIDES Carac'Terres et les entreprises et institutions des pays du Sud de la Méditerranée.

V. Appui au montage de projets d'équipement

Equipement de l'école primaire Mohamed ZAIDI, commune d'Ain Türk

Contexte

Pour soutenir une école primaire rurale, Touiza Solidarité a sollicité un cofinancement auprès de Radio Pastel et de la Fondation Adoma.

Une réunion début 2008 a été tenue dans le village d'Ain Türk avec les responsables locaux, un représentant de l'ANV Touiza et un représentant de Touiza Solidarité accompagné de Monsieur Yahaitene Noureddine Ait, architecte et expert foncier, afin d'évaluer les besoins de l'établissement scolaire Ain Türk.

La commune d'Ain Türk est née suite au découpage territorial de 1958. Elle se développe sur une superficie de 4500km². Sa population est de 7042 habitants répartis sur 18 villages. 60% de la population est active. La population est majoritairement féminine : environ 63% de femme. L'habitat est à 80% rural. Les ressources économiques sont la petite agriculture, les cultures agro pastorales, et les apports de l'immigration nationales et internationales.

L'école est située dans un village à 5km de la commune de Ain Türk dans la wilaya de Bouira.

Elle a été construite dans les années 70, de plein pied. Elle est composée de six classes et un bureau de direction, une cantine et d'une maison de fonction.

L'école est située dans une zone où les températures sont basses en hiver ; il y a urgence de l'équiper par une chaudière à mazout vu l'inexistence du gaz de ville dans la région.

Pour l'année 2008, l'école d'Ain Türk accueille 225 élèves de la classe préparatoire à la 6^{ème} (59 filles et 196 garçons). L'établissement scolaire compte 8 enseignants. Cette année 20 élèves de l'école d'Ain Türk ont été admis en classe de collège (11 filles et 9 garçons).

Réalisation

Le projet d'équipement de l'école d'Ain Türk a permis l'installation d'une chaudière à gaz, permettant de chauffer l'ensemble des salles de classe, la cantine et le bureau du directeur.

Le fond de bibliothèque prévu à l'origine du projet n'a pas pu être mis en œuvre par Touiza Solidarité mais par Mr Air Yahiatene, architecte et expert foncier. Ce dernier a effectué un don de livre à l'établissement. Il s'est par ailleurs engagé à fournir à l'école un micro-ordinateur, accompagné de logiciels de jeux pour les enfants, ainsi qu'une imprimante.

Touiza Solidarité a également équipé l'école d'une photocopieuse. Cette dernière permet à l'ensemble du corps enseignant de l'école primaire Zaidi de disposer d'un nouveau support pédagogique pour dispenser leurs cours.

Le projet conduit par Touiza Solidarité a permis de mobiliser les autorités locales sur la rénovation de l'école (renouvellement du matériel scolaire, réfection des peintures, de l'étanchéité, de la clôture).

VI. Recherche de financements

Contexte

Tout au long de l'année, l'équipe de Touiza Solidarité s'est mobilisée pour travailler sur des réponses d'appel à projet de l'Union Européenne.

A. Villes nouvelles et villes durables

Dans le cadre d'un appel à projet relatif à la Coopération en matière de Développement Urbain et de Dialogue (CIUDAD), Touiza Solidarité s'est associé au Syndicat d'Agglomération Nouvelle de Marne-la-Vallée Val Maubuée, porteur du projet pour répondre à cet appel à proposition. Regroupant de nombreux partenaires français, européens, algériens et marocains, le projet vise à améliorer les capacités des urbanistes, architectes et décideurs locaux qui travaillent sur la création de villes nouvelles et de quartiers nouveaux. L'objectif final est le développement d'une approche intégrée de la ville durable ainsi que la création d'outils transférables pour les collectivités locales. Cela permettra de promouvoir la création de villes durables dans les pays du Sud de la Méditerranée (formations, visites d'étude, mise en réseau de l'expertise...).

Dans le cadre de ce projet, Touiza Solidarité est un partenaire du Syndicat d'Agglomération Nouvelle de Marne-la-Vallée Maubuée, porteur du projet, et se verra confier un rôle central dans la mise en place des actions locales, au Maroc et en Algérie.

Les activités prévues sont :

- Elaboration d'une recherche comparative sur la création des villes nouvelles dans les pays du sud de la Méditerranée ;
- Organisation de panels d'experts Europe-Méditerranée ;
- Création de groupe de soutien local dans le but d'assurer la mise en place de démarches durables à l'échelle du territoire,
- Organisation de séminaire et de visites d'études
- Création d'un partenariat durable entre collectivités locales.

B. Le projet Inclusia

Le Projet Inclusia porte sur les services locaux de soutien aux populations en difficulté. Il est porté par le Consell Comarcal de l'Alt Empordà (Espagne) et inclut plusieurs partenaires internationaux (l'ENTP (Plateforme européenne des villes nouvelles), l'université de Lozd, la ville de Nador, la ville de Tizi Ouzou, la ville de Damas et Touiza Solidarité).

L'objectif est de favoriser auprès des citoyens les sentiments d'identité, de sécurité et d'appartenance afin de déclencher un processus de résilience personnelle et sociale, à travers la mise en place de politiques publiques et d'outils adaptés (diagnostics, formations, mise en réseau...).

Ce projet n'a pas été retenu par la Commission Européenne, dans le mesure où il n'a pas dépassé le stade de la note succincte.

C. Le projet IEVP

Au mois d'octobre 2009, Touiza Solidarité a répondu à un appel à projet relatif Coopération Transfrontalière dans le cadre de l'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat (IEVP).

L'objectif recherché à travers ce projet était la formation à la créativité économique et l'appui à l'emploi des jeunes

Touiza Solidarité a essayé de constituer un partenariat avec les Consell Comarcal del Alt Emporda (Espagne), le Commissariat Général au Développement Régional (Tunisie) et la ville de Tyr (Liban) afin de garantir la mise en place des objectifs prévus dans le projet.

Cependant, les partenaires sollicités n'ont pas tous répondu par l'affirmative et le projet n'a finalement pas été déposé auprès de la Commission Européenne.